

SOMMAIRE

Page 1

Petit-Caux attend 2020.
Les "municipales" de LREM.

Page 2

Territoires & Développement.
L'écho des intercos.

Page 3

La Région, c'est loin.
La renaturation de la Sélune.

Page 4

Alain Lambert ne décrochera jamais.
Les investissements.

Les "municipales" de LREM.

Depuis que Christophe Castaner, délégué général de LREM, a demandé à ses troupes de réaliser des "diagnostics locaux" pour préparer les prochaines élections municipales, les "Marcheurs" normands se sont mis en mouvement.

- C'est particulièrement vrai dans plusieurs grandes villes où "des places sont à prendre"; Sébastien Lecornu a lui même indiqué que les chefs-lieux de département étaient des cibles prioritaires, à condition - bien sûr - d'avoir de bons candidats à présenter.

- Or, c'est là que le bât blesse. Depuis sa nette victoire aux législatives (17 députés normands sur 28 + 2 "alliés" qui les soutiennent), LREM n'a pas encore réussi à s'organiser pour identifier, former et mettre en lice ses futurs candidats comme le font habituellement tous les partis politiques. Résultat : à deux ans des municipales, les "Marcheurs" normands sont vraiment démunis et leurs "référénts départementaux" (que personne ne connaît, c'est un signe) se grattent la tête pour relever le défi.

• Rouen est à prendre...

Sur le papier, la ville est à prendre. Yvon Robert, le maire PS, se retire, la gauche est divisée, la droite est

Petit-Caux attend 2020.

• Une commune nouvelle, ce n'est pas facile...

Au départ, entre Dieppe et Le Tréport, il y avait la Communauté de communes du Petit-Caux que son président, Patrick Martin, a réussi à transformer en "commune nouvelle" le 1^{er} janvier 2016. Et dans la foulée, il en est devenu le maire.

- Nom de cette commune nouvelle : "Petit-Caux".

- Un an plus tard, nouveau changement. Sous l'effet de la Loi NOTRe, Petit-Caux a été intégrée à la Communauté de communes des Falaises du Talou, un nouvel EPCI de 23 000 habitants, domicilié à Envermeu, présidé par Gérard Picard, issu de la fusion de plusieurs collectivités voisines, autrefois séparées.

- Résultat, les élus de Petit-Caux ont été précipités dans une "double centrifugeuse institutionnelle", celle de la commune nouvelle et celle du nouvel EPCI, ce qui a tourné leurs habitudes et modifié leur responsabilité sans leur laisser le temps de s'y préparer. "Depuis deux ans, tout a changé, dit l'un d'entre eux, honnêtement, on aimerait bien souffler un peu."

Mon commentaire : effectivement, l'accélération a été brutale

• Sur le papier, Petit-Caux est riche...

Vue de l'extérieur, Petit-Caux est l'une des communes les plus riches de la Normandie, avec un budget de 87,7 M€ (dont 52,5 M€ pour le fonctionnement et 35,2 pour l'investissement), au service de 9 300 habitants.

- Rapportée à sa population, la capacité d'investissement de la ville est d'environ 3 800 € par habitant. C'est 8,5 fois plus qu'à Rouen, 11,5 fois plus qu'au Havre, 11 fois plus qu'à Caen. Vu comme ça, c'est impressionnant.

Évidemment, avec une telle puissance de feu, Petit-Caux ressemble à une petite "république autonome", au sein de son EPCI dont elle est la "pépite", mais aussi - et plus largement - sur la bande littorale Dieppe-Le Tréport.

- À Dieppe, par exemple, Patrick Boulier, le président de l'agglomération, n'a pas les mêmes moyens que Patrick Martin; Alain Brière non plus, c'est le président de la CC. des Villes Soeurs (Eu, Le Tréport et Mers-les-Bains); là encore, entre les voisins, les contrastes sont saisissants.

Commentaire : vues de l'intérieur, les choses sont différentes. Petit-Caux n'est pas encore une "vraie" commune, mais l'addition de 18 communes déléguées (celles de l'ancienne intercommunalité), avec à leur tête des maires-délégués qui ressemblent souvent à des chefs gaulois au service de "leurs villages d'avant" et non pas de la nouvelle collectivité.

• En réalité, Petit-Caux reste à construire...

Comme pour toutes les communes nouvelles de France, les prochaines élections municipales seront importantes pour Petit-Caux puisque la gouvernance transitoire et dérogatoire des maires-délégués sera définitivement

morcelée, et aux dernières élections, Rouen a voté Emmanuel Macron, bref, la situation est idéale.

- Quel candidat ? “*On ne ferme la porte à personne*”, disent les représentants de LREM qui viennent de lancer (mais sans l’assumer vraiment) “*Demain Rouen, notre Métropole*”, une plate-forme de réflexion transpartisane qui pourrait fonctionner comme un sas de pré-sélection.
- On le sait, plusieurs élus d’opposition, comme les centristes Patrick Chabert ou Robert Picard, sont prêts à se “repositionner”. Pendant ce temps là, depuis son bureau de la Métropole, Frédéric Sanchez observe la situation avec la patience du chasseur à l’affût. Nouveau : d’autres élus commencent à se faire remarquer. C’est le cas de Laurent Bonnaterre, aujourd’hui maire PS de Caudebec-lès-Elbeuf et directeur de Quevilly-Habitat, qui vient de prendre la présidence de “Rouen Normandie Tourisme”. Ce politique habile n’est pas n’importe qui, il fut notamment le directeur de cabinet de Laurent Fabius à la CREA ; depuis le début de l’année, il s’intéresse davantage à Rouen.

Mon commentaire : paradoxalement, le “vide politique local” rend la situation compliquée. Faute de champion, LREM va devoir négocier un projet commun entre la gauche citoyenne et le centre droit ; à moins qu’un parachutage national soit organisé par Christophe Castaner, dans cette perspective, une personnalité comme celle de Sébastien Lecornu pourrait être la bienvenue.

• À Caen, c’est plus compliqué...

Ici, il n’y a pas, comme à Rouen, de vide politique. Joël Bruneau “tient bien sa maison” et, sauf événements exceptionnels (problèmes sur la reconstruction du tramway, par exemple), ses chances d’être réélus sont importantes.

- Il a pour lui d’apparaître comme un élu LR “modéré”, dont les ambitions sont d’abord locales, qui a su garder ses distances à l’égard de Laurent Vauquiez.
- Un rapprochement avec LREM est-il envisageable ? Edouard Philippe et Christophe Castaner y pensent sûrement. Pour Joël Bruneau, ce n’est pas le sujet, il n’a pas besoin d’eux, il trace sa route à sa manière.

supprimée et remplacée par un conseil municipal “de droit commun”, élu et organisé comme tous les conseils municipaux du pays. En somme, les communes vont perdre leurs spécificités.

- En attendant, Patrick Martin agit prudemment. Son objectif est de réduire “le chacun pour soi”, en renforçant l’esprit d’équipe, et en montrant que Petit-Caux est une chance pour chacun si chacun participe à sa réussite. Entre les anciens et les modernes, le défi à relever est celui du basculement des esprits, Patrick Martin marche sur un fil, ses marges de manoeuvre sont limitées.
- En réalité, il doit trouver le bon équilibre entre l’indispensable prise en compte des attentes des maires-délégués et la nécessité d’ouvrir de nouvelles perspectives pour le territoire élargi. “Pas de rupture, des ouvertures”, telle pourrait être sa devise.
- C’est ce qu’on comprend à la lecture de son budget 2018. D’un côté, une attention particulière est portée à la maintenance des bâtiments communaux existants ; plusieurs opérations de lotissements communaux seront également financées - pas de ruptures ! -, de l’autre, 3 M€ vont être consacrés à la réhabilitation du Château de Clieu pour en faire un centre d’hébergement, au service de l’attractivité du territoire tout entier : ouverture !

Mon commentaire : le basculement des esprits... Patrick Martin va encore s’y consacrer pendant les deux ans à venir ; s’il réussit, la commune nouvelle deviendra une commune d’avenir et Petit-Caux pourra mettre sa puissance de feu au service de son territoire, en bonne intelligence avec ses voisins. En s’exprimant, Petit-Caux pourra vraiment exister...

Rencontres “Développement & Territoires”

Les élus ruraux ne veulent pas être oubliés par la Région.

Organisées par la Région, le 14 mai à Pont-Audemer, les 2^{èmes} rencontres “Développement et Territoires” s’annonçaient comme un rendez-vous important. Hervé Morin voulait en effet s’en servir pour :

- Valoriser ses politiques territoriales, les contrats en particulier.
- Zoomer sur ses priorités d’avenir : “l’attractivité des centres-villes”, “la culture et le développement durable”, “la mobilité et le numérique”.
- Et rappeler aux représentants des collectivités locales que la “Région est toujours présente à leurs côtés”.

Naturellement, les principaux vice-présidents avaient été mobilisés, les di-

L’écho des intercos...

• Villedieu (50) veut soigner son habitat.

D’ici à début juin, Charly Varin, président DVD de Villedieu Intercom, disposera des résultats de l’enquête “d’amélioration de l’habitat” lancée sous forme de questionnaire auprès des habitants. L’intercommunalité veut en effet s’attaquer aux logements vacants et à l’habitat indigne afin de renforcer l’attractivité économique et touristique du territoire. Cette enquête permettra d’évaluer l’importance des chantiers à mener et de les anticiper.

• Méthane : le démonstrateur d’Eure-Madrie-Seine.

Grâce à l’unité “Biogaz de Gaillon”, créée en 2013, qui traite 30 000 tonnes de déchets par an, Catherine Meulien, présidente de la CC. Eure-Madrie-Seine (Le Val d’Hazey - 27) pense que son territoire est un “bon exemple de méthanisation territoriale” et un modèle à suivre pour le plan régional de méthanisation lancé par Hervé Morin.

- Rappelons qu’un réseau de chaleur a été mis en service en 2015/2016 et que le méthane alimente désormais la piscine Aquaval et le collège en retraitant, notamment, les boues de la station d’épuration.

À noter : entre 2018 et 2020, la Région Normandie consacrera 12 M€ à son plan de méthanisation. Cette enveloppe sera augmentée des aides de l’ADN, de l’ADEME et par les contributions directes des syndicats d’énergie.

Mon commentaire : à Caen, les Marcheurs se retrouvent seuls avec eux-mêmes, tandis que la gauche fragmentée cherche à se retrouver, mais sans savoir comment, ni avec qui et pourquoi.

• **Le Havre, un domaine réservé...**

La situation est très différente au Havre, le domaine réservé d'Edouard Philippe.

- Ici, c'est le Premier Ministre qui décide et les Marcheurs suivent sa ligne. L'an dernier, Edouard Philippe a choisi Luc Lemonnier pour lui succéder ; ce dernier n'appartient plus à LR, toutes les conditions sont donc réunies pour qu'il soit tête de liste en 2020.

Mon commentaire : une élection gagnée d'avance ? Pas du tout ! Au Havre, l'alliance PCF/Insoumis représente un sérieux danger pour Luc Lemonnier et son équipe ; on aurait tort de croire que le domaine réservé est un domaine préservé.

• **La bataille d'Évreux se prépare.**

Dans l'Eure, depuis que LREM a fait exploser LR, il y a d'un côté les bons, comprenez ceux qui suivent Bruno Le Maire et Sébastien Lecornu dans leurs aventures "macroniennes", et de l'autre les méchants, ceux qui refusent de se rallier au président.

- Guy Lefrand, le maire d'Évreux, est un "méchant". C'est un homme entier qui ne veut pas se renier, un proche d'Hervé Morin qui s'oppose au gouvernement ; n'a-t-il pas organisé la grève de ses services publics municipaux, à l'automne 2017, pour lutter contre la suppression de la taxe d'habitation ?

- Oui, qu'il est loin le temps où les trois "L" de l'Eure faisaient équipe (Le Maire, Lecornu, Lefrand), c'était il y a 18 mois, une éternité...

Mon commentaire : pour LREM, la bataille d'Évreux est engagée, mais son ancrage territorial est faible. De son côté, Guy Lefrand a créé "Le Befroy" un microparti pour rassembler ceux qui apprécient son action locale en dehors des jeux partisans, cet ancrage est sa force.

• **Saint-Lô, Cherbourg, Alençon...**

Trois maires, François Brière (DVD), Benoit Arrivé (PS), Emmanuel Darcissac (DVG) ; alliance ou bataille, les Marcheurs n'ont pas encore fait connaître leurs intentions. À suivre...

recteurs aussi, il faut dire que de très nombreux élus étaient attendus, ceux des 73 EPCI ; un parking "VIP" avait même été prévu pour accueillir les plus importants ; l'ennui, c'est qu'ils ne sont pas venus.

- De fait, Frédéric Sanchez, Luc Lemonnier, Joël Bruneau, Jean-Louis Valentin et beaucoup d'autres encore ne se sont pas déplacés. Explication d'Hervé Morin : "c'est logique, on est déjà en contact permanent" ; explication des services : "la date a peut-être été mal choisie".

Résultat : la salle n'était pas pleine ; environ 130 élus, des ruraux en grande majorité, d'une moyenne d'âge élevée. C'était surtout des représentants de petites intercommunalités venus dire à Hervé Morin que la Région ne devait pas les oublier. Les débats ont donc pris un tour inattendu ; les 2^{èmes} rencontres "Développement et Territoires" n'ont pas été celles qu'on attendait.

La Région, c'est loin et les EPCI font "écran".

En fin de matinée, quand ils ont pris la parole, les "ruraux" ne se sont pas exprimés sur l'attractivité des centres-villes, la culture, le développement durable, la mobilité ou le numérique. Ils ont préféré adresser quelques messages simples à Hervé Morin :

- 1 - La Région oublie la ruralité profonde ; elle préfère se concentrer sur les grandes agglomérations qui attirent les services, les financements et les projets ; bref sa politique est déséquilibrée. Inquiétude.
- 2 - La Région ne prend pas suffisamment en compte les "petits", elle tarde souvent à leur répondre, quand elle leur répond. Insatisfaction.
- 3 - Sans compter que, pour beaucoup d'élus, les EPCI sont des écrans institutionnels, dont ils ne reconnaissent pas les vertus, et qui les privent d'un contact direct avec la Région. Le maire d'une petite commune interpelle le président : "comment peut-on les court-circuiter ?"

Hervé Morin a été obligé de faire le grand écart pour leur répondre. Comme un contorsionniste tirailé par des forces contraires, il a rappelé l'importance des intercommunalités comme matrice des projets de territoire soutenus par la Région, tout en soulignant sa volonté d'aider les maires déboussolés sur le thème "si vous avez un problème, venez me voir et tout va s'arranger".

- À un élu de Domfront-Tinchebray Interco qui se plaignait de l'indifférence de la Région pour l'un de ses projets, il a répondu "je prends en compte toutes les demandes ; la preuve j'ai déjà signé le sauvetage du dernier commerce dans plusieurs contrats". Avant d'ajouter : "sans compter qu'avec les élus que vous avez (sous-entendu, ce sont mes "amis politiques"), on

Et pendant ce temps-là...

• **La renaturation de la Sélune**

Dans le cadre de l'opération de renaturation de la vallée de la Sélune (c'est au Sud du Sud de la Manche) annoncée par Nicolas Hulot, le 14 novembre dernier, les barrages de Vezins et de la Roche-qui-Boit vont maintenant être vidangés avant d'être détruits.

- Cette phase de démantèlement s'achèvera en début 2021 ; commencera alors la phase de restauration proprement dite ; durée 6 ou 7 ans.

Pour accompagner la renaturation de la vallée, une convention de suivi scientifique vient d'être signée par la Préfecture et toutes les parties prenantes (AFB, EDF, INRA, Agence de l'Eau, etc.) avec deux objectifs :

- Analyser les mécanismes de restauration écologique du fleuve, en relation avec le projet de revalorisation socio-économique de la vallée.
- Faire de ce site pilote une référence scientifique et permettre un retour d'expérience, en phase avec les réflexions en cours sur le devenir des barrages vieillissants au niveau mondial.

Rappel : à cette échelle, l'opération est exemplaire et une centaine de scientifiques venant d'une vingtaine de laboratoires de divers organismes (dont INRA, CNRS, Universités, MNHN, IFREMER) sont mobilisés ; soutenu par les écologistes, le projet est contesté par de nombreux riverains.

Nouveau président au GIVAPE.

PDG de Caudrillier SA (chaudronnerie, usinage et électricité industrielle à Fleury-sur-Andelle - 27), Guillaume Lentier succède à Pierre Lefébure à la tête du GIVAPE, le Groupement des Industriels de la Vallée de l'Andelle et des Plateaux Est de Rouen.

- Le GIVAPE réunit plus de 70 responsables d'entreprise (5 000 salariés) qui fonctionnent en réseau grâce à l'action d'animation menée par Pierre Lefébure depuis 6 ans.

Rappel : depuis 10 ans, la vallée de l'Andelle a connu une importante crise industrielle. Ses chefs d'entreprise ont su s'unir pour réagir, en profitant notamment de la dynamique métropolitaine de Rouen.

Nouveaux directeurs au CD.14

- Élise Ablain est la nouvelle directrice de l'enfance et de la famille du Département du Calvados. Elle succède à Éric Bouffeu. Elle était précédemment directrice de la Maison de l'enfance et de la famille du Département.

- Didier Orain est nommé directeur de la mer et de l'attractivité littorale, un poste qui vient d'être créé. Il arrive de Dreux où il était DGA de la Communauté d'agglomération.



Vous voulez vous abonner ?

C'est très simple, contactez :

Béatrice Tierce au 02 32 49 26 44

beatrice.tierce@wanadoo.fr

14, rue de l'Argillière - 27910 Les Hogues

Abt : 250 € TTC/an pour 44 n° (TVA 2,1%)



Lettre hebdomadaire éditée par :

Chroniques et Actions

14, rue de l'Argillière, 27910 Les Hogues
Tél. 02 32 49 33 21 - 06 11 10 81 22

N° CPPAP : 1008 | 88511 - ISSN 2117-9743

Impression : Chroniques et Actions

Directeur de la publication :

Bertrand Tierce

Rédacteur en chef :

Bertrand Tierce

Abonnement : 250 € TTC/an pour 44 n°
(TVA 2,1%)

Chroniques et Actions

SAS au capital de 8 000 Euros
SIRET : 488 406 752 00011 • RCS Evreux

devrait rapidement trouver une solution”.

- À celui qui lui demandait “comment court-circuiter l'EPCI ?”, il a bien tenté d'expliquer que le bon fonctionnement d'une intercommunalité est une chance pour tout le monde si tout le monde participe à sa réussite. Mais, devant le scepticisme de l'élu, il a conclu, “*venez me voir pendant le cocktail, on en parlera tous les deux...*”

Il est venu, comme tous ceux qui avaient un dossier particulier à traiter “*en direct, avec le président*”. Pendant le cocktail, Hervé Morin a été très entouré, comme l'étaient autrefois les présidents de Départements quand ils avaient de l'argent à distribuer, le message est passé : “*venez me voir, tout va s'arranger*”.

Mon commentaire : l'autre jour, à Pont-Audemer, on a entendu une région qu'on n'entend pas souvent. Celle des petits EPCI qui ont du mal à décoller, celle des ruraux qui se sentent oubliés, celle des élus “absorbés” par le local. c'est une Normandie éloignée de l'Axe Seine, des grandes filières industrielles, des métropoles et de la région-monde ; une Normandie différente de celle des grands. “On n'a pas de problème avec les intercommunalités qui ont un projet, reconnaît Hervé Morin, avec les autres, c'est plus compliqué”... Pour autant, la Région doit-elle financer le sauvetage du dernier commerce, la remise en état de la piscine, l'extension de la salle polyvalente... au nom de l'équité territoriale ? Sont-ce là ses missions véritables ? Le président hoche la tête : “si je ne le fais pas, je ne ferai rien dans beaucoup d'endroits...”

La continuité dans la continuité ?

À 71 ans, Alain Lambert ne veut plus décrocher...

En 2017, on croyait qu'il avait décroché de la vie politique active après avoir cédé (pour raison de santé) la présidence du Département de l'Orne à son “dauphin”, Christophe de Balorre. Et depuis plus d'un an, il apparaissait comme le “vieux sage” expérimenté qui conseille, transmet et influence.

- On se trompait. Alain Lambert vient d'annoncer sa candidature aux élections sénatoriales partielles du 1^{er} juillet prochain. Il veut succéder à Sylvain Leroux, son poulain invalidé ; il se déclare “*reposé et en pleine forme*” pour assumer cette responsabilité ; il se présente comme un recours !

Mon commentaire : est-ce bien raisonnable ? Alain Lambert est élu de l'Orne depuis plus de 35 ans ; l'Orne a besoin de sang neuf pour relever ses défis, notamment démographiques ; l'Orne doit trouver sa place et son souffle en Normandie : Alain Lambert est-il l'homme de la situation ?

Et pendant ce temps-là...

• SAP s'agrandit à Saint-André de l'Épine (50).

L'entreprise Saint-André Plastiques, installée à Saint-André de l'Épine (50), qui fabrique des emballages plastiques pour l'agroalimentaire, a lancé des travaux d'agrandissement. Prévus pour s'achever en 2022, ils permettront de doubler la surface de l'entreprise avec 5 nouveaux bâtiments, un parking, un bassin de rétention et une zone de dégagement. D'autres investissements destinés à l'acquisition de nouvelles machines sont également envisagés.

• Le réseau de Clopinette

Dans l'optique de s'implanter dans toutes les villes de plus de 30 000 habitants et de disposer de deux sites dans les villes de plus de 100 000 habitants, Clopinette, distributeur de cigarettes électroniques installé à Mondeville (14), souhaite ouvrir une trentaine de boutiques (en propre ou en franchise) durant l'année 2018. L'opération devrait générer une centaine d'emplois.

• HAFA s'accorde avec l'allemand Addinol

L'entreprise HAFA (Yvetot, 76), spécialisée dans les huiles et les lubrifiants “automotive” et industriels a signé un partenariat de commercialisation de ses produits pour moteurs à gaz avec le groupe allemand Addinol. Cet accord lui donne accès à un important maillage territorial, réactif et proche du terrain.